

Document

Une succession sans histoires à la tête de l'UNSA

(Lexpress.fr 17.03)

Qui connaît Monsieur Olive? Alain -de son prénom- a dirigé l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) pendant 17 ans. Ce 17 mars, il cède la place à Luc Bérille et lui laisse une organisation en forme. Peu connue, née en 1993 de l'éclatement de la Fédération de l'Education nationale (la FEN) et par rapprochement de syndicats du public, l'UNSA a gagné du terrain et de la considération. Elle compte 200 000 adhérents dont la moitié dans la fonction publique ou les entreprises publiques.

Luc Bérille définit sa feuille de route

"Mon mandat sera marqué par des circonstances économiques, sociales et politiques (du fait de la présidentielle) exceptionnelles. Pour le syndicalisme, l'enjeu est la réorganisation du paysage syndical. Elle va se faire dans les 10 années qui viennent et les 5-6 premières années seront décisives. Ma mission, c'est de conduire l'Unsa dans ce moment-clé".

"Et de faire en sorte que ceux qui partagent le réformisme se rapprochent. Nous avons des contacts avec la CFDT. C'est la seule organisation capable de tenir un discours cohérent au niveau national. Dans le cadre de la présidentielle, si nos deux organisations parvenaient à élaborer une interpellation commune aux candidats sur des thèmes choisis par nous, avec nos propositions, ce serait déjà un grand progrès."

Une preuve de bonne santé? Alain Olive a su organiser sa succession. Il a commencé à la préparer il y a trois ans. Et depuis dix-huit mois, tout le monde savait que le prochain secrétaire général s'appellerait Luc Bérille. *"Le suspense est modérément insoutenable, déclarait ce dernier à L'Express quelques jours avant le vote du conseil national de jeudi. Il y a une seule candidature, la mienne. Je devrais approcher les 100%. A l'intérieur de l'Unsa, la vie est calme et mon arrivée ne marque pas une rupture, même si je ne suis pas le décalque d'Alain Olive."*

Autres exemples de succès: depuis 2008, l'Unsa, faiblement implantée dans le privé, y a fait quelques conquêtes, créant 1500 sections syndicales, notamment chez PSA. Elle a enregistré de bons résultats aux élections chez Air France, ou Aéroports de Paris. Dans les entreprises publiques, elle peut aligner quelques progrès électoraux: à EDF et GDF-Suez, à la SNCF, à La Poste, à la RATP où le score est passé de 21 à 25,7%.

Sur le terrain, l'UNSA laisse beaucoup d'autonomie à ses syndicats. Au niveau national, elle occupe un créneau centriste, *"essayant d'avoir une position équilibrée entre le non par principe et le oui par habitude"*, explique Luc Bérille dans une interview au Monde (17 mars). Le syndicat peut regarder à la fois du côté de la CFE-CGC, le syndicat des cadres, ou de celui de la CFDT, la grande soeur, réformiste comme elle. Or la loi du 20 août 2008, qui fixe de nouvelles règles de représentativité, pousse les syndicats à se regrouper pour éviter la marginalisation, voire la disparition. Chaque organisation doit obtenir au moins 10 % des voix aux élections professionnelles dans une entreprise pour pouvoir signer des accords.

A France télécom, La Poste, Pôle emploi, EDF, etc, l'Unsa a fait liste commune avec la CFE-CGC. Avec la CFDT, elle renforce des relations historiques: les deux organisations ont déjà mis en commun leurs délégations auprès de la Confédération européenne des syndicats et veulent approfondir leur travail sur les sujets européens. D'autres thèmes de réflexion sont possibles comme la Sécurité sociale et son financement ou la dépendance. Et Luc Bérille envisage des propositions communes pour la présidentielle